

L'ESSENTIEL

DE LA LDH EN 2024

LDH

Fondée en 1898



PETIT PROBLÈME DE
FUITE
DANS LE BARRAGE
À
L'EXTRÊME-DROITE

© Serge d'ignazio

ASSOCIATION D'INTÉRÊT GÉNÉRAL
AGRÉÉE PAR LE MINISTÈRE JEUNESSE ET SPORTS
AGRÉÉE PAR LE MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE
LABELLISÉE DON EN CONFIANCE



EDITO

L'année 2024 a été fortement marquée par un contexte international bouleversé par de multiples conflits et par la montée de l'extrême droite et ses idées nauséabondes, notamment en France.

C'est dans ce contexte que la LDH (Ligue des droits de l'Homme) n'a eu de cesse de se mobiliser face aux attaques contre l'Etat de droit, notamment de la part d'élus, tout comme celles contre les libertés fondamentales, les libertés d'expression, de manifestation, de réunion, d'association ou encore la liberté académique.

La lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie, est devenue encore plus nécessaire devant la multiplication d'actes et de propos haineux.

Sur le plan international, la LDH a continué de dénoncer les bombardements et massacres que subissent de nombreuses populations civiles, tout particulièrement à Gaza et en Ukraine, mais aussi les violences, les famines, les atteintes au droit international ou encore les persécutions dont sont victimes celles et ceux qui défendent les droits et les libertés dans de nombreux pays...

Cette année encore, notre tâche a été immense et notre activité particulièrement dense : elle a montré la grande diversité des actions menées par la LDH et sa détermination à agir. L'Essentiel vous présente une synthèse des missions et actions de la LDH en 2024, avec un zoom sur quelques actions phares. La partie transparence financière explicite le modèle socioéconomique de la LDH et présente les chiffres clés avec notamment la manière dont sont utilisées les ressources issues de la générosité du public.

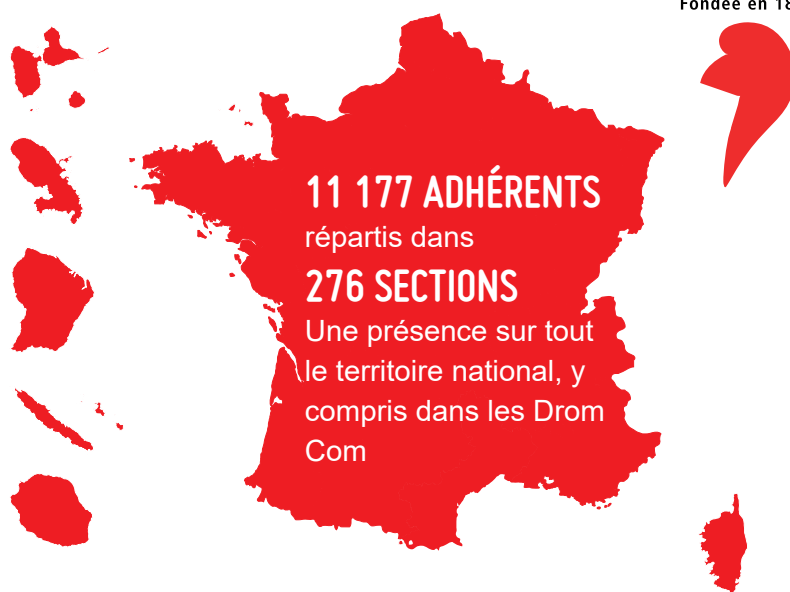
Bonne lecture.

Nathalie Tehio,
présidente de la LDH

LA LDH EN 2024

LA LDH (LIGUE DES DROITS DE L'HOMME) S'EFFORCE
DE FAIRE VIVRE DANS SON FONCTIONNEMENT
LES PRINCIPES DE DÉBAT ET DE DÉMOCRATIE
QU'ELLE DÉFEND POUR LA SOCIÉTÉ.

LDH
Fondée en 1898



- ▶ **49 FÉDÉRATIONS** et **21 COMITÉS RÉGIONAUX** favorisent les actions collectives et le développement régional.
- ▶ **54 MEMBRES ÉLUS DU COMITÉ NATIONAL** se réunissent une fois par mois pour définir les orientations et administrer la LDH.
- ▶ **17 MEMBRES DU BUREAU NATIONAL** se réunissent chaque semaine pour assurer une veille au quotidien et préparer les interventions politiques.
- ▶ **20 GROUPES DE TRAVAIL THÉMATIQUES** produisent de la réflexion, de l'information, donnent des références.
- ▶ Une équipe de **20 SALARIÉS** pour accompagner l'engagement militant et bénévole et assurer la gestion.
- ▶ **2,7 MILLIONS D'EUROS DE BUDGET**
- ▶ **1 623 167 EUROS COLLECTÉS AUPRÈS DU PUBLIC** (cotisations et dons)
- ▶ La LDH est membre de la FIDH et d'EuroMed Droits.
- ▶ La LDH est labellisée Don en confiance www.donenconfiance.org

* Chiffres à fin janvier 2025



LA LDH

SES MISSIONS, SES ACTIONS

La LDH est une association française de défense des droits et libertés. Une association constituée de citoyennes et citoyens qui considèrent que le droit est leur affaire. Une association généraliste au sens où elle considère que les libertés civiles et politiques sont indissociables des droits économiques, sociaux, environnementaux et culturels de la personne. Son approche des droits est basée sur leur effectivité, leur universalité et leur indivisibilité pour qu'ils forment un ensemble protecteur de toutes et tous. Les missions sociales de la LDH sont organisées autour de cinq axes.

Afin d'être toujours plus précis dans l'utilisation des ressources, les missions sociales ont été repensées autour des actions de l'association, et non à partir de thématiques comme par le passé pour une partie d'entre elles.

PLAIDOYER POUR LA DÉFENSE DES DROITS ET LIBERTÉS...

Le plaidoyer pour la défense et l'effectivité des droits et libertés est une des missions phares de l'association. Cette mission se concrétise par la publication de nombreux communiqués, l'organisation de conférences de presse, des appels à manifester, des pétitions, l'interpellation des pouvoirs publics, une présence médiatique, la publication de rapports, de tribunes... Pour cela, elle dispose de réseaux sociaux (276 500 abonnés) ; d'un site Internet national, de nombreux sites de sections et de lettres d'informations internes, ainsi qu'une revue trimestrielle *Droits & Libertés*.

En 2024, 11 conférences de presse ; 635 prises de position publiques ; 5 410 articles en accès libre ont été recensés.

SENSIBILISER, ÉDUIQUER, FORMER...

La dimension généraliste de la LDH rend ses combats uniques en France. La formation citoyenne constitue également un point fort de l'ADN LDH. Son action (plus de 1 000 interventions) vise à favoriser l'implication citoyenne et une démocratie vivante et permanente.

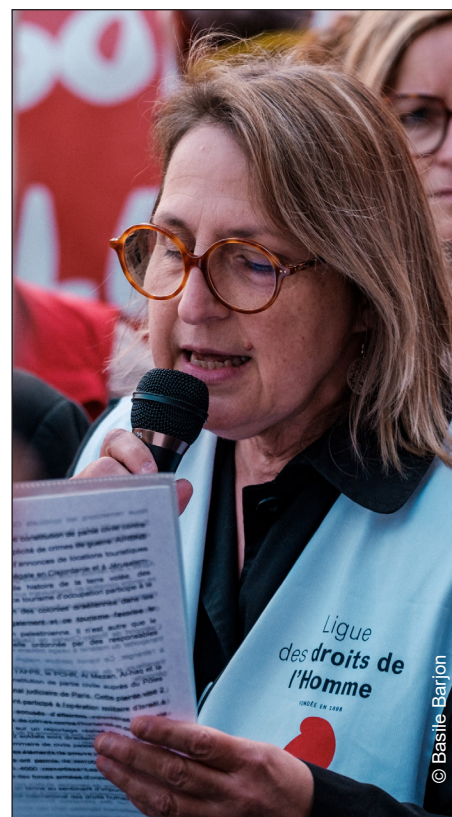
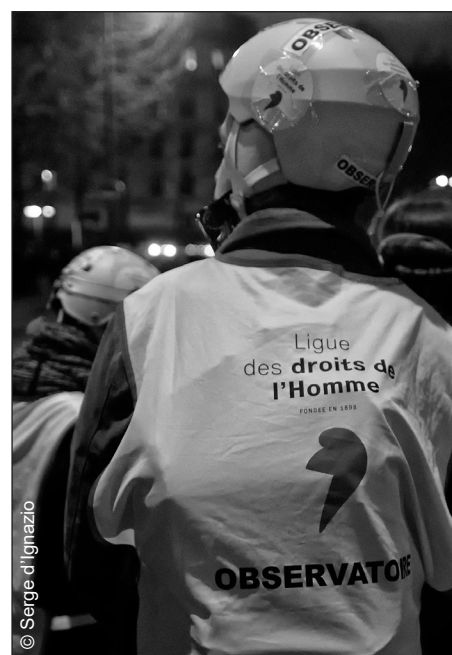
Cette mission se concrétise par l'organisation de nombreux événements. Ainsi, en 2024, ont été répertoriés : 273 projections-débat ; 191 conférences-débat ; 27 cafés-débat ; 25 actions culturelles ; 33 expositions ; 147 stands lors d'événements locaux.

La LDH organise également de nombreuses interventions en milieu scolaire : au travers d'actions ponctuelles ou plus permanentes (comme la LDH en résidence ; les concours de plaidoiries ; le concours des Ecrits pour la fraternité...). En 2024, 734 interventions auprès de 595 classes ont permis de toucher 15 955 élèves.

Elle mène un programme d'actions avec des associations de quartiers populaires, où bien souvent les inégalités sociales se cumulent. 948 personnes ont été bénéficiaires de ce programme en 2024.

AGIR SUR LE PLAN JURIDIQUE

La défense des droits pour toutes et tous est au cœur du projet de la LDH. L'action de la LDH consiste pour cette mission à informer chacune et chacun de ses droits, à accompagner les personnes en difficulté dans leurs démarches, à interpellier les pouvoirs publics, et à entamer des procédures judiciaires



lorsque cela est nécessaire. Un service juridique national, des permanences décentralisées professionnelles et bénévoles sur tout le territoire.

Au total en 2024, ce sont près de 27 724 personnes qui ont fait appel à la LDH : 22 911 dans le cadre des permanences locales organisées par les sections ; 2 147 pour la permanence nationale ; 2 666 pour les permanences professionnelles en Maisons de justice et du droit (MJD), dans des Points d'accès aux droits (PAD) et maisons de quartiers.

OBSERVER ET DOCUMENTER...

La mission d'observation et de documentation a pris de l'ampleur au cours des dernières années.

La LDH a initié de nombreux observatoires des libertés publiques qui travaillent notamment sur le droit en manifestation et l'attitude des forces de l'ordre. L'action de ces observatoires s'est renforcée en 2024, avec une augmentation de leur nombre et une consolidation de leur savoir-faire et de leurs actions. Ils incarnent l'engagement de la LDH à documenter les usages disproportionnés et dangereux de la force publique, en manifestation, lors des expulsions de lieux de vie informels, ou encore sur des zones à défendre.

L'observation de la justice et particulièrement du système des comparutions immédiates s'est également développé en 2024.

Deux projets nationaux ont vu le jour en 2024 : l'un pour observer l'espace civique ; l'autre pour

recueillir le ressenti des victimes de contrôle au faciès.

ANIMER LE RÉSEAU ASSOCIATIF LDH ...

La LDH est une association citoyenne. Pour bâtir ses orientations, décider de ses actions et créer les conditions de leur mise en œuvre, des temps de rencontres institutionnels sont nécessaires. L'association s'efforce d'avoir une vie démocratique intense et accessible au plus grand nombre.

L'année 2024 était une année de Congrès : près de 450 militantes et militants se sont retrouvés durant trois jours à Bordeaux pour faire le point, analyser, débattre et proposer des orientations et actions.

2024 QUELQUES ACTIONS PHARES DE L'ANNÉE

Nous vous présentons ici quelques actions phares menées en 2024, parmi une multitude d'actions dont vous pouvez retrouver le détail complet dans notre rapport annuel.

COMBATTRE L'EXTRÊME DROITE DANS LES URNES

En 2024, pour répondre à la nécessité de défaire l'extrême droite et ses idées, en construisant une alternative autour de l'effectivité des droits, la LDH s'est proposée d'être une table commune favorisant la discussion entre les différentes forces syndicales, associatives et politiques. Pour faire émerger cette alternative unitaire, elle a adopté une résolution générale « Pour une alternative démocratique, sociale et écologique ».

Les sections de la LDH ont prolongé cette dynamique et ont participé, à l'appel de la société civile, à la forte mobilisation

citoyenne qui s'est enclenchée partout en France. De nombreuses manifestations ont ainsi été organisées jusqu'aux dates des élections, réunissant plusieurs centaines de milliers de personnes, notamment le 15 juin 2024. Outre maints appels et tribunes, des conférences-débats, réunions publiques... ont été organisées partout sur le territoire.

Si la mobilisation des actrices et acteurs politiques, associatifs, syndicaux, et de millions de citoyennes et citoyens a mis en échec l'extrême droite en 2024, la LDH va poursuivre ce combat plus que jamais nécessaire.





PALESTINE : LA GUERRE, RIEN QUE LA GUERRE

Tout au long de l'année, rien n'a été épargné à la population de Gaza : bombardements, déplacements forcés des populations civiles, recours à la privation de nourriture, de soins... et ce en violation du droit international. La LDH et ses sections ont été au cœur des actions de lutte contre la guerre et de soutien aux droits des Palestiniennes et Palestiniens, avec plus de soixante communiqués de presse et prises de position, l'organisation de multiples réunions publiques et manifestations répercutées dans toute la France et, en 2025, d'une marche vers Bruxelles et les institutions de l'Union européenne. Elle propose, par ailleurs, un modèle de lettre aux citoyennes et citoyens pour interpeller Emmanuel Macron.

CONTRE L'INHUMANITÉ AUX FRONTIÈRES

Si l'Union européenne a donné à l'agence Frontex le rôle d'assurer la gestion européenne des frontières extérieures, cette mission ne devait pas s'entendre au détriment des droits fondamentaux des personnes, encore moins de leur vie. Or, entre 2015 et 2022, alors que Fabrice Leggeri était directeur de Frontex, la participation de l'agence a été recensée dans de nombreux incidents dramatiques : refus d'émettre des alertes en cas de situation de détresse d'embarcations ; aide

à l'interception des bateaux de personnes migrantes ; surveillance au service de l'interception d'embarcations par les forces libyennes... Au regard de sa candidature RN lors des élections européennes, il apparaît que Fabrice Leggeri a dévoyé ses fonctions pour les mettre au service de ses opinions. La LDH, aux côtés d'Utopia 56, a porté plainte contre lui pour complicité de crimes contre l'humanité et de torture commis par les autorités libyennes et grecques.



DES CHASSES AUX PAUVRES INDIGNES

Nevers, Lorient, Angoulême, Amiens... En 2024, et comme chaque année, certains maires ont débordé d'imagination pour formuler des arrêtés municipaux – comme l'interdiction de « *la stagnation devant les distributeurs de billets et les entrées / sorties de commerces* » – visant à exclure les plus précaires de leur centres-villes, en particulier durant la période estivale. Certains ne se sont pas embarrassés de formulations fallacieuses et ont tout bonnement interdit la mendicité. La LDH saisit systématiquement la justice, qui lui donne le plus souvent raison, pour faire annuler ces arrêtés indignes qui criminalisent la pauvreté à défaut d'une vraie politique locale de lutte contre la misère.



DÉMOLITION DES DROITS À MAYOTTE

Plutôt que de pallier l'abandon de l'Etat et la déshérence de l'ensemble des services publics dans le département le plus pauvre de France, le gouvernement a lancé une opération d'ordre public contre la population de Mayotte. Ainsi, accélérer la destruction de l'habitat insalubre, projet mené depuis plus de trois ans, n'a fait et ne fera qu'aggraver les conditions déjà misérables qui frappent l'immense majorité de la population. La LDH a donc continué de dénoncer de telles brutalités. Ces revendications se sont faites d'autant plus pressantes après le passage du cyclone Chido.

LUTTE CONTRE LA HAINE

La montée du racisme, de l'antisémitisme et de toutes les formes de discrimination a pris cette année une dimension particulière, exacerbée par une certaine normalisation de la haine de l'Autre. Face à ces haines convergentes, la LDH s'attache à construire un antiracisme porteur, qui combat avec la même force chaque racisme. Les sections de la LDH ont ainsi poursuivi leurs actions de lutte contre les préjugés et d'éducation à la fraternité. Parallèlement, cette année encore, la LDH a saisi à plusieurs reprises la justice à l'encontre de semeurs de haine, tel qu'Eric Zemmour, mais également de trop nombreux responsables politiques dont la parole s'est décomplexée depuis la montée en puissance des idées de l'extrême droite.

PROJETS ÉCOCIDES VS ENVIRONNEMENT SAIN

La LDH défend le droit de toutes et tous de vivre dans un environnement sain, condition nécessaire pour l'exercice des droits fondamentaux. Pourtant, des projets portant atteinte à l'environnement continuent de fleurir dans le mépris de la participation citoyenne et des mobilisations écologistes. En 2024, la construction de l'autoroute A69 entre Castres et Toulouse en fut un

exemple majeur. Des organisations, dont la LDH, ont uni leur voix pour demander la suspension de ce chantier et dénoncer les propos qui appelaient ouvertement à la violence contre les opposants au projet. Sa section toulousaine, à travers l'Observatoire toulousain des pratiques policières, s'est mobilisée sur le terrain pour défendre le droit de manifester.

POUR LA RECONNAISSANCE ET L'ÉLIMINATION DES VIOLENCES SEXISTES ET SEXUELLES

La réflexion sur les moyens d'obtenir la reconnaissance et l'élimination des violences envers les femmes a fait l'objet d'une journée organisée par le groupe de travail « Femmes, genres, égalité » de la LDH, le samedi 13 janvier 2024, intitulée « Lutter contre les violences sexistes et sexuelles : de la prise de conscience à l'action ». Au cours de cette journée, des expertes, historiennes, professionnelles du droit et membres d'associations féministes ont débattu et échangé avec le public autour de la convention d'Istanbul, de la lutte contre les féminicides, et des réalités du terrain.

POUR MIEUX NOUS CONNAÎTRE ET NOUS SUIVRE

- un site Internet www.ldh-france.org
- une lettre d'information mensuelle
- une page Facebook [ldhfrance](https://www.facebook.com/ldhfrance)
- un compte Bluesky [@ldh.fr](https://bsky.app/profile/ldh.fr)
- un compte Mastodon @LDH_Fr@paille.fr
- une revue trimestrielle, *Droits & Libertés*
- une université d'automne annuelle



TRANSPARENCE FINANCIÈRE

Nous n'avons de cesse de le répéter : si la défense des droits et libertés n'a pas de prix, elle a bel et bien un coût. L'organisation d'un Congrès national en 2024, le renforcement de l'équipe salariée et l'intensification des actions ont conduit à un déficit financier en 2024, malgré un léger développement des ressources financières. L'engagement militant et bénévole, ainsi que l'appel à la générosité du public sont incontournables pour faire vivre la LDH. Nous vous présentons ici les chiffres clés de l'année 2024 permettant de comprendre la réalité économique de la LDH et la manière dont les Fonds issus de la générosité du public sont employés.

L'exercice financier 2024 ne ressemble pas tout à fait à celui de 2023 qui s'était conclu par un solde positif de 165.580 €. L'année 2024 s'achève elle par un solde négatif de 44.099€. Mais rassurons tout de suite nos lectrices et lecteurs, il ne s'agit pas d'une non maîtrise de la situation financière, bien au contraire.

UNE BONNE DYNAMIQUE DERRIÈRE UN RÉSULTAT NÉGATIF

Il est tout d'abord important de rappeler le contexte particulier de l'année 2023 qui aura été une année exceptionnelle du fait d'un formidable élan d'adhésion et de générosité suite aux attaques dont la LDH avait fait l'objet et aux menaces qui pesaient sur ses subventions : + 55% d'adhésions et +115% de dons.

De ce fait, sur ces deux plans, l'année 2024 s'inscrit dans une bonne dynamique.

Car si le nombre d'adhésions en 2024 est en recul de 7% par rapport à 2023, 63% des nouvelles adhérentes et nouveaux adhérents 2023 ont été fidélisés, et d'autres ont rejoint l'association au cours de l'année. Avec 11 179 personnes adhérentes en 2024, les produits des cotisations restent assez stables : à hauteur de 1.000.194 €, ils représentent 38 % du total des ressources financières.

Les dons subissent une baisse plus importante (-17%) : ils s'élèvent en 2024 à 484.474 €, contre 582.188 € en 2023. Notons toutefois que ce chiffre est en très nette progression par rapport aux années précédentes qui se situaient autour des 270 000€. Les dons et legs représentent 19% des produits 2024.

Les produits financiers de la LDH sont en hausse globale en 2024, puisqu'ils représentent 2.647.823€ contre 2.526.427€ en 2023. Les produits issus de la générosité du public représentent plus de 61% du total des produits.

Le résultat déficitaire s'explique par une hausse significative des charges qui s'établissent à 2.691.922€ (contre 2.360.847€ en 2023). Une partie d'entre elle est liée à l'organisation d'un congrès national en 2024. Ce temps fort de la vie démocratique de l'association a rassemblé à Bordeaux, durant trois, jours plus de 450 militantes et militants. Par ailleurs, les frais liés à la masse salariale ont progressé pour prendre en compte l'inflation, mais surtout permettre la pérennisation de postes en renfort pour faire face à la recrudescence d'activité. La masse salariale constitue le poste le plus important du budget (43 % des charges : 1.170.074€), toutefois l'équipe salariée n'est constituée que de dix-neuf équivalent temps plein (contre 18 en 2023), ce qui reste faible par rapport aux enjeux de développement et de soutien à l'activité militante et bénévole.

Autre aspect impactant, la mise en provision d'une partie importante (63.145€) d'une subvention européenne accordée pour un projet courant sur deux années 2024 et 2025.

Si nous observons de près le montant des subventions perçues par la LDH en 2024, nous constatons une hausse de 12,8% : 719.318 € contre 637.373 € en 2023. Cette hausse est toutefois un trompe-l'œil qui nécessite un approfondissement pour comprendre les chiffres bruts.

L'évolution positive de + 81.945 € intègre une subvention européenne de 83.927 € (pour un projet de

défense de l'espace civique), ainsi que les subventions perçues pour le congrès d'un montant de 23.500 €, soit un total de 107.427€ qui, ôté au montant global, laisse apparaître une diminution des subventions courantes de - 25.482 €. La bataille pour la reconnaissance de l'intérêt général des actions de la LDH, et par conséquent son droit à bénéficier de la redistribution des moyens publics communs, est toujours d'actualité. En 2024, le Conseil économique social et environnemental (Cese) a d'ailleurs planché sur le financement des associations, et la LDH a été auditionnée. Le total des subventions représente 27% des produits financiers.

En conclusion, malgré la situation déficitaire, la situation financière de la LDH apparaît à plusieurs égards plus solide que les années d'avant 2023. Le Fonds de dotation a abondé à hauteur de 110.000€ en 2024 les missions sociales de l'association. De futurs legs se concrétiseront au cours des exercices 2025 et 2026 permettant de se projeter dans l'avenir avec plus de sérénité et de vision prospective.

Pour le confirmer, la dynamique d'adhésion devra toutefois se poursuivre, et, avec elle, la fidélisation des membres et donateurs, qui constitue un véritable enjeu d'avenir pour permettre une organisation plus adaptée aux exigences du moment.

UN ENGAGEMENT MILITANT ET BÉNÉVOLE TOUJOURS TRÈS FORT

Avant de regarder de plus près les chiffres de l'exercice 2024, attardons-nous sur le modèle socio-économique de la LDH : un modèle basé d'abord et avant tout sur l'engagement militant et bénévole.

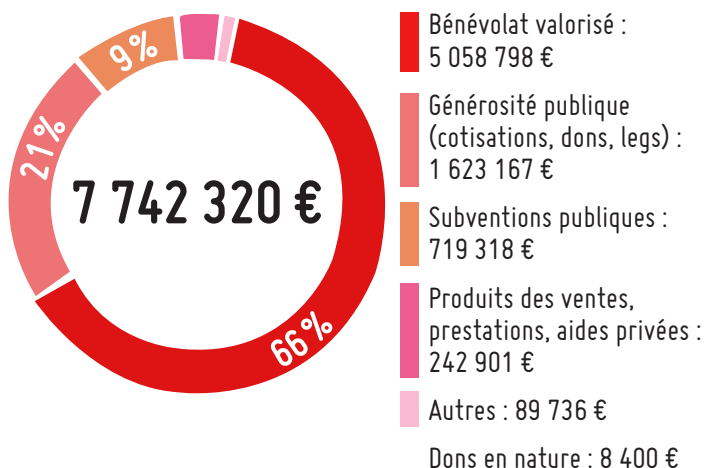
En 2024, le bénévolat a été chiffré à plus de 306 085 heures – un chiffre sans doute bien en deça de la réalité de la richesse de l'engagement associatif au sein de l'association. Valorisé (à 16,50€ de l'heure), cet engagement représente 5.058.798€ (contre 4.557.575 en 2023) , soit l'équivalent de 190 emplois à temps plein.

Ainsi, les ressources globales de la LDH 2024 (ressources financières + engagement bénévole) s'élèvent à 7.706.621€. Les ressources issues de l'engagement représentent 66% des ressources globales, elles sont 1.8 supérieures aux ressources financières. Les ressources issues de la générosité du public représentent 21% des ressources globales, les subventions publiques 9%. (cf schéma 1 : Ressources globales LDH).

Près de 88% des ressources globales (6.801.343€) sont consacrées aux missions sociales de la LDH, 8% (591.457€) sont affectés au fonctionnement et environ 3% (215.159€) représentent des frais de recherche de fonds.

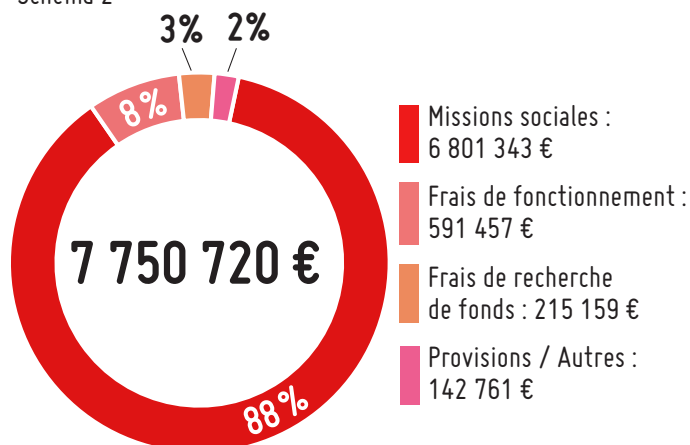
RESSOURCES GLOBALES LDH EN 2024...

Schéma 1



... ET LEUR UTILISATION

Schéma 2



Observons maintenant les ressources financières de l'association (schéma 3) et leur utilisation (schéma 4).

Les ressources collectées auprès du public représentent 61% des ressources financières.

Elles s'élèvent à 1.623.167€.

Les subventions publiques représentent quant à elles 27% des ressources financières.

Elles s'élèvent à 719.318€.

Les 9 % restant proviennent des produits issus de ventes et d'aides privés.

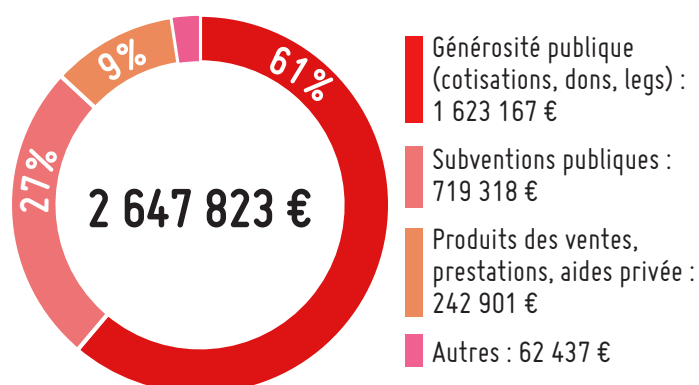
71% des ressources financières sont utilisées pour les missions sociales de l'association (1.912.457€) ;

22% en frais de fonctionnement (583.057€) ; 2,40% en frais de recherche de fonds (63.647€) – cf schéma 4.

Comme indiqué plus haut, l'exercice budgétaire a été clos sur un déficit de 44.099€.

RESSOURCES LDH FINANCIÈRES EN 2024...

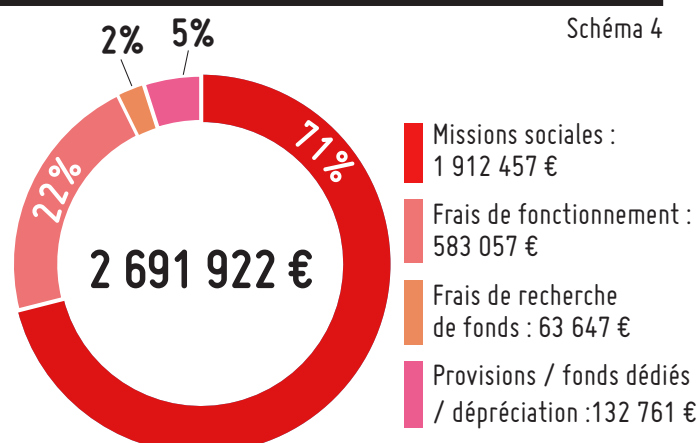
Schéma 3



Les ressources financières sont en hausse de 5% par rapport à 2023 (2 526 427€).

... ET LEUR UTILISATION

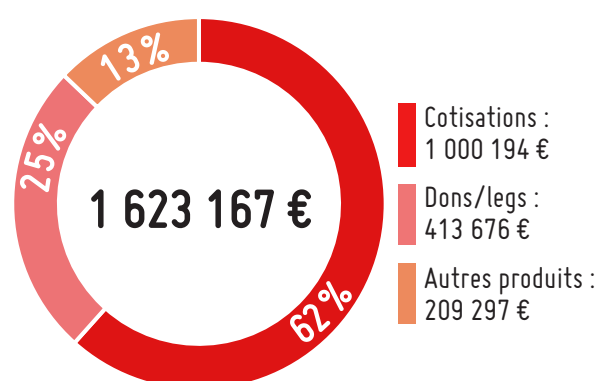
Schéma 4



A présent, regardons comment sont composés les fonds issus de la générosité du public (schéma 5) et comment ces fonds spécifiques sont utilisés (schéma 6).

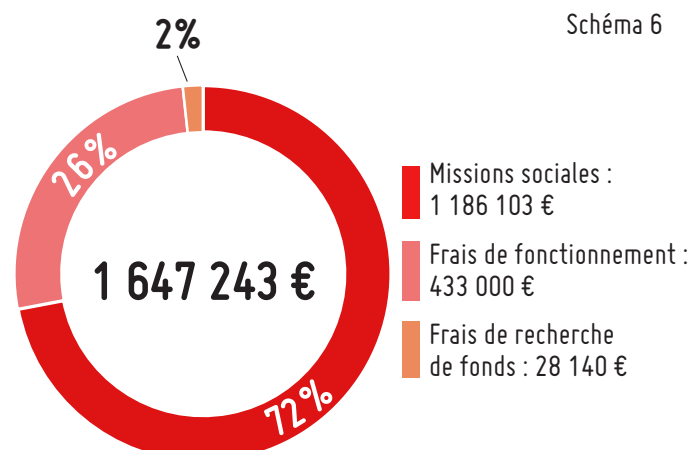
RESSOURCES LDH 2024 ISSUES DE LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC...

Schéma 5



...ET LEUR UTILISATION

Schéma 6



Missions sociales	Financement 2024	Dont fonds issus de la générosité du public (pour les missions sociales)
Plaidoyer pour la défense des droits et libertés	432 424	243 316
Sensibiliser, éduquer, former	189 925	156 867
Agir sur le plan juridique	507 487	345 553
Observer et documenter	60 420	33 397
Animation nationale du réseau associatif LDH	722 201	406 369
TOTAL	1 912 457	1 186 103

Alors oui, répétons-le, crions-le encore et encore, la liberté n'a pas de prix, la défendre a un coût. Et l'essor des ressources propres de l'association constitue un véritable enjeu pour garantir son bon fonctionnement et envisager son déploiement. Aucune cotisation, aucun don n'est un acte mineur puisqu'elle et ils contribuent à doter l'association des moyens nécessaires pour ses combats tout en garantissant son indépendance, ou plutôt une moindre dépendance à des fonds publics qui peuvent fluctuer en fonction des décideurs politiques. Précisons d'ailleurs ici que le fait que la LDH perçoive des fonds issus de la redistribution, non seulement est légitime puisqu'elle contribue à l'action publique, mais que cela ne la musèlera jamais.

- POUR 100€ DE DONS COLLECTÉS -



BILAN SIMPLIFIÉ

ACTIF	2023	2024	PASSIF	2023	2024
Actif immobilisé	965 195 €	920 385 €	Fonds associatifs	1 534 860 €	1 466 901 €
Actif circulant	986 772 €	1 051 144 €	Provisions risques/charges	137 613 €	158 870 €
Comptes de régularisation	14 794 €	18 854 €	Fonds dédiés	7 688 €	63 145 €
			Dettes et comptes de régulation	271 806 €	282 606 €
TOTAL	1 951 967 €	1 971 529 €	TOTAL	1 951 967 €	1 971 529 €

UNE GESTION PRUDENTE ET GARANTIE

La LDH dispose d'une capacité financière lui permettant en cas de perte brutale de ressources de fonctionner à l'identique durant 5 à 6 mois.

Rappelons également que le fort engagement bénévole et les cotisations garantissent à la LDH son indépendance financière et son autonomie d'actions.

Les ressources exceptionnelles à venir provenant du Fonds de dotation vont lui permettre de se doter d'une stratégie sur plusieurs années, intégrant une politique de réserves.

FONDS DE DOTATION LDH

Le fonds de dotation de la LDH a pour but de faciliter les donations et legs à la LDH. Ce fonds a pour objet de soutenir et financer les activités de défense des droits et lutte contre les discriminations mises en œuvre par la LDH.

L'ANNÉE 2024 S'EST CLÔTURÉE PAR UN EXCÉDENT DE **6 477€.**

**“ LA LIBERTÉ N'A PAS DE PRIX,
LA DÉFENDRE A UN COÛT... ”**

Pour plus d'informations, retrouvez en ligne l'ensemble des documents liés à la transparence financière de la LDH :
www.ldh-france.org/transparence-financiere/

SOUTENEZ LA LDH

POURQUOI ?

Parce que la LDH n'est pas une institution mais une association dont les moyens, les actions, les possibilités d'agir pour les droits et les libertés, contre les discriminations, le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie, dépendent de votre engagement.

DIFFÉRENTES POSSIBILITÉS :

- faire un don ponctuel ou nous apporter un soutien régulier sous forme de prélèvement mensuel (courrier ou en ligne) ;
- ouvrir un compte d'épargne solidaire ou un compte d'épargne jeune en indiquant la LDH en tant que bénéficiaire pour tout ou partie de vos intérêts ;
- vous pouvez également faire une donation ou envisager un legs via notre Fonds de dotation « Ligue des droits de l'Homme » (le Fonds de dotation nous permet de vous assurer que la totalité des sommes léguées parvient à la LDH, les fonds de dotation étant exonérés de droits).

AVANTAGE FISCAL

La LDH est une association d'intérêt général. À ce titre, 66 % du montant des dons et adhésions sont déductibles de l'impôt sur le revenu, à concurrence de 20 % de la base imposable. Votre adhésion ou votre don de 10 euros par mois vous revient à 3,33 euros par mois après déduction fiscale.

Toutes les informations présentées dans ce document proviennent du rapport annuel, du rapport financier et des comptes de résultat et bilan certifiés par notre commissaire aux comptes et approuvés par notre congrès national qui s'est tenu du 18 au 20 mai 2024. Ces documents sont disponibles sur notre site : <http://www.ldh-france.org/>

Le label don en confiance garantit le respect de quatre principes : un fonctionnement statutaire et une gestion désintéressée ; une rigueur de gestion ; la qualité de la communication et des actions de collecte de fonds ; la transparence financière.



La LDH est une association ouverte à toutes et tous, libre et indépendante de tout parti politique, laïque, engagée pour le respect des droits et des libertés...

LIBERTÉS ET DÉMOCRATIE

contre les violences policières, les politiques de sécurité liberticides, les extrêmes droites et pour la protection des données personnelles, une justice effective...

DROITS DES FEMMES

pour l'égalité réelle, le droit à l'avortement partout dans le monde, l'accès à la PMA pour toutes les femmes et contre les violences systémiques faites aux femmes...

DROITS DES PERSONNES ÉTRANGÈRES

contre les politiques de l'immigration xénophobes et sécuritaires, pour un droit d'asile respecté et une protection pleine et entière des mineurs non accompagnés, pour la régularisation des personnes étrangères vivant en France...

LUTTE CONTRE LE RACISME ET LES DISCRIMINATIONS

contre toutes les formes de racisme, d'antisémitisme, d'homophobie et de discrimination...

ENVIRONNEMENT

contre les projets qui mettent au second plan les aspects humains et écologiques et pour la justice environnementale...



138 rue Marcadet – 75018 Paris
01 56 55 51 00 – ldh@ldh-france.org
www.ldh-france.org